

**PROGRAMME DE TRAVAIL DU BUREAU PERMANENT
POUR LE PROCHAIN EXERCICE FINANCIER
(PREMIER JUILLET 2012 – 30 JUIN 2013)**

établi par le Bureau Permanent

* * *

**WORK PROGRAMME OF THE PERMANENT BUREAU
FOR THE NEXT FINANCIAL YEAR
(1 JULY 2012 – 30 JUNE 2013)**

drawn up by the Permanent Bureau

*Document préliminaire No 2 de février 2012 à l'intention
du Conseil d'avril 2012 sur les affaires générales et la politique de la Conférence*

*Preliminary Document No 2 of February 2012 for the attention
of the Council of April 2012 on General Affairs and Policy of the Conference*

**PROGRAMME DE TRAVAIL DU BUREAU PERMANENT
POUR LE PROCHAIN EXERCICE FINANCIER
(PREMIER JUILLET 2012 – 30 JUIN 2013)**

établi par le Bureau Permanent

* * *

**WORK PROGRAMME OF THE PERMANENT BUREAU
FOR THE NEXT FINANCIAL YEAR
(1 JULY 2012 – 30 JUNE 2013)**

drawn up by the Permanent Bureau

INTRODUCTION

1. Ce Document préliminaire sur le « Programme de travail du Bureau Permanent pour le prochain Exercice financier » a pour objectif d'assister les Membres à préparer leurs décisions concernant le programme de travail de la Conférence, durant la réunion annuelle du Conseil sur les affaires générales et la politique. Celui-ci a été accueilli favorablement lors de sa première présentation en 2009 et en est aujourd'hui à sa quatrième édition. Il peut être intéressant de revenir trois ans plus tard sur les hypothèses sous-jacentes à la partie introductive du document de 2009¹ :

(a) Travaux concernant les Conventions

Des représentants des Membres ont exprimé à plusieurs reprises, notamment lors des réunions du Conseil, le désir de voir le Bureau Permanent reprendre son cycle quadriennal de travail en vue de l'élaboration de *nouvelles Conventions*, comme cela est prévu par le Statut de la Conférence. Alors que des travaux se poursuivent sur le choix de la loi applicable en matière de contrats internationaux, le Bureau Permanent n'a pas encore reçu, à ce stade, de mandat pour procéder à l'élaboration d'une nouvelle Convention de La Haye. Comme cela a été souligné dans la partie introductive du Document préliminaire de 2009, si la Conférence souhaite conserver le rôle de premier plan au niveau mondial qu'elle joue dans le domaine du droit international privé, elle doit savoir faire preuve de réactivité et de souplesse pour subvenir aux besoins croissants en matière de nouveaux instruments dans ce domaine. Par ailleurs, sa structure – notamment le Statut prévoyant une garantie de financement des Sessions diplomatiques par le pays hôte, le cycle quadriennal (en principe) séparant l'adoption d'une proposition et sa forme finale (art. 4(6)), ainsi que l'organisation de son Budget régulier – tend à l'élaboration de nouveaux instruments, et particulièrement de Conventions. Les thèmes pouvant se prêter à de nouvelles Conventions ne manquent pas, notamment : le suivi du projet sur les Jugements, l'accès au droit étranger, la maternité de substitution à caractère international et éventuellement d'autres questions dans le domaine du droit de la famille, ainsi que la migration circulaire, comme développés ci-après. Il a été difficile d'obtenir un consensus au Conseil concernant ces thèmes. Il est à espérer que le Conseil d'avril 2012 sera en mesure de prendre une décision, ou du moins de la préparer, ce qui rétablirait le cycle normal de travail qui a été interrompu depuis la Vingt et unième session, tenue en 2007.

(b) Services post-conventionnels

Le Conseil sur les affaires générales et la politique a constamment souligné l'importance des *services post-conventionnels*, et a accueilli favorablement l'importance des réalisations de l'Organisation dans les domaines de la formation, initiale et continue, et de l'assistance technique dans le cadre des Conventions de La Haye. Plus récemment, les discussions se sont centrées sur la partie assistance technique des services post-conventionnels, à savoir le rôle du Bureau Permanent dans l'assistance fournie aux pays ou groupes de pays ciblés en ce qui concerne la mise en œuvre ou le fonctionnement des Conventions de La Haye, et plus particulièrement concernant la Convention Adoption internationale de 1993. Le Conseil sera saisi, pour examen et éventuelle décision, des Conclusions et Recommandations et du Rapport du Groupe de travail à composition non limitée sur l'assistance technique, présidé par S.E. l'Ambassadeur Madame Susan Jacobs (voir Doc. prélim. No 3 à l'intention du Conseil sur les affaires générales et la politique de 2012).

(c) Conséquences de la portée mondiale en pleine expansion des travaux

Depuis le tournant du siècle, la Conférence de La Haye a accueilli, en moyenne *par an*, deux nouveaux Membres, *vingt-trois* nouvelles ratifications et adhésions aux Conventions (sans compter les signatures qui peuvent entraîner des activités du Bureau Permanent),

¹ Voir introduction du Doc. prélim. No 2 de février 2009, disponible sur le site Internet de la Conférence, à l'adresse < www.hcch.net >, sous les rubriques « Travaux en cours » puis « Affaires générales », p. 3 et 4.

et *dix-huit* nouvelles Autorités centrales (ainsi que de nombreuses autres autorités compétentes, notamment en vertu de la Convention Apostille de 1961 et des organismes agréés en vertu de la Convention Adoption internationale de 1993). Ces développements échappent au contrôle de l'Organisation – la décision concernant le fait de devenir Membre de la Conférence ou Partie à ses Conventions constituant un acte souverain indépendant pris par les États – mais ont manifestement des répercussions sur sa charge de travail. Par ailleurs, un nombre croissant d'États qui s'intéressent aux Conventions de La Haye sont des États dont l'économie est émergente et les infrastructures juridiques en développement, ce qui pose des défis non seulement à la mise en œuvre et au fonctionnement des Conventions dans ces États, mais aussi à la participation et à la préparation (éventuelles) de ces États aux réunions de la Conférence de La Haye.

(d) Difficultés concernant le financement

Les contraintes financières et économiques qui règnent dans plusieurs États membres rendent la gestion des demandes croissantes et changeantes de la Conférence plus difficile. Cependant, malgré son Budget régulier limité, la Conférence a été en mesure de répondre jusqu'à présent à de nombreuses demandes supplémentaires accompagnant l'augmentation continue de la charge de travail de son secrétariat, et ce grâce aux généreuses contributions faites au titre de son Budget supplémentaire. Le Budget supplémentaire a été introduit en 1999 et, depuis cette année-là, la Conférence a recueilli un total d'environ 3 450 000 euros de financements supplémentaires, sans compter les contributions en nature. Ceux-ci ont permis à l'Organisation de s'engager dans des activités de grande importance et des programmes visant l'appui au fonctionnement et à la mise en œuvre des Conventions de La Haye existantes. Cependant, dans l'état actuel des choses, la diminution des financements au titre du Budget supplémentaire ne permet pas à l'Organisation de conserver la capacité nécessaire pour poursuivre le Programme d'assistance technique en matière d'adoption internationale, qui connaît un grand succès, ainsi que d'autres projets spéciaux et un soutien adapté bien au-delà de la fin de l'année 2012.

La contribution des stagiaires et les généreux détachements de fonctionnaires accordés par les Membres, ainsi que l'externalisation de certaines activités, ont partiellement atténué la diminution des ressources disponibles au titre des Budgets régulier et supplémentaire.

(e) Présence régionale et programmes

La présence de l'Organisation en Amérique latine – la prochaine étape possible étant une présence dans la région Asie-Pacifique – et les conférences, séminaires et autres événements et activités organisés au niveau régional ont connu un très grand succès, sont rentables, et ont contribué de manière significative à l'engagement des États membres dans plusieurs régions. À maintes reprises, le Conseil a soutenu le développement des programmes régionaux, et souhaitera éventuellement discuter de l'importance croissante de cette dimension du travail de la Conférence, lors de sa réunion d'avril 2012.

PROGRAMME POUR 2012 – 2013

A. Travaux en cours et nouveaux thèmes éventuels

2. Les Conclusions de la réunion du Conseil d'avril 2011 reprennent les travaux en cours sur les thèmes suivants :

- a) le choix de la loi applicable en matière de contrats internationaux ;
- b) les préparatifs de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 et de la Convention Protection des enfants de 1996 ;
- c) la médiation dans le cadre du Processus de Malte ;

et les rapports d'avancement sur les thèmes suivants en vue de travaux futurs :

- d) l'accès au contenu du droit étranger et la nécessité d'élaborer un instrument mondial en la matière ;
- e) l'opportunité et la faisabilité d'un protocole à la *Convention du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants* ;
- f) le suivi du projet sur les Jugements ;
- g) l'application de certaines techniques de droit international privé à certains aspects des migrations internationales ;
- h) les questions de droit international privé concernant le statut des enfants, notamment celles résultant des accords de maternité de substitution à caractère international.

3. Le Conseil a décidé de retirer de l'ordre du jour de la Conférence le sujet concernant « les aspects du droit de la propriété de biens mobiliers » et de le remplacer par :

- i) la reconnaissance de mesures d'éloignement ordonnées à l'étranger.

Un bref commentaire suit chacun des neufs thèmes susmentionnés.

Thème 1 – Choix de la loi applicable en matière de contrats internationaux

4. Le Conseil sera saisi du Document préliminaire No 4, « Choix de la loi applicable en matière de contrats internationaux : état d'élaboration du projet d'instrument et planification future ». Ce document propose deux options au Conseil :

option 1 : instituer une Commission spéciale d'experts gouvernementaux qui se tiendra avant la fin de 2012 afin de discuter du projet de Principes de La Haye dans sa formulation actuelle ;

ou :

option 2 : approuver le projet de Principes de La Haye dans sa forme actuelle, ainsi que les choix législatifs sous-jacents, et inviter le Groupe de travail à rédiger des commentaires et des illustrations en ligne avec les dispositions proposées.

Dans les deux cas, le Bureau Permanent établira un rapport sur l'état d'avancement de ce projet à l'attention du Conseil de 2013.

Thème 2 – Préparatifs de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 et de la Convention Protection des enfants de 1996

5. Le Conseil sera saisi de la version consolidée des Conclusions et Recommandations (75 pour la première partie (juin 2011) et 17 pour la deuxième partie (janvier 2012), voir Doc. prélim. No 12 à l'intention du Conseil sur les affaires générales et la politique d'avril 2012). Comme de coutume, les Conclusions et Recommandations s'adressent aux États contractants et à leurs Autorités centrales, ainsi qu'au Bureau Permanent. Le Conseil est spécifiquement invité à :

- 1. examiner la possibilité d'autoriser la constitution d'un Groupe d'experts afin de mener de plus amples recherches exploratoires sur la reconnaissance et l'exécution à l'étranger d'accords entre parents (parties) conclus dans le cadre de différends internationaux impliquant des enfants. Ce travail comprendrait l'identification de la nature et de l'ampleur des problèmes juridiques et pratiques dans ce domaine, y compris notamment des questions de compétences, et d'évaluer les avantages d'un nouvel instrument dans ce domaine, contraignant ou non (Conclusion et Recommandation No 77) ; et

2. autoriser la constitution d'un Groupe de travail composé de juges, d'Autorités centrales et d'experts multidisciplinaires aux fins d'élaborer un Guide de bonnes pratiques sur l'interprétation et l'application de l'article 13(1) *b*) de la Convention Enlèvement d'enfants, comprenant une partie visant à fournir des orientations spécifiquement destinées aux autorités judiciaires, prenant en compte les Conclusions et Recommandations des précédentes réunions de la Commission spéciale et les Guides de bonnes pratiques (Conclusion et Recommandation No 82).

Thème 3 – Médiation dans le cadre du Processus de Malte

6. Un compte rendu oral sera présenté au Conseil concernant les progrès accomplis depuis la réunion du Conseil de 2011 en rapport avec les Principes pour la mise en place de structures de médiation dans le cadre du Processus de Malte, et les travaux de la première et la deuxième partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (juin 2011 / janvier 2012).

Thème 4 – Accès au contenu du droit étranger et nécessité d'élaborer un instrument mondial en la matière

7. Lors de sa réunion d'avril 2011, le Conseil a décidé que le Bureau Permanent devait continuer à suivre les développements, sans pour autant entreprendre d'autres démarches en la matière. Le Conseil sera saisi des Conclusions et Recommandations de la conférence organisée conjointement avec la Commission européenne et financée par celle-ci, qui s'est tenue en février 2012, à Bruxelles (Belgique), sur l'accès au droit étranger en matière civile et commerciale. Cette conférence a permis au Bureau Permanent de prendre note des derniers développements mondiaux en la matière.

Thème 5 – Opportunité et faisabilité d'un protocole à la *Convention du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants*

8. Suite à la réunion du Conseil de 2011, le Bureau Permanent a poursuivi ses consultations concernant l'opportunité et la faisabilité d'un protocole à la Convention Enlèvement d'enfants de 1980, qui comprendrait des règles auxiliaires destinées à améliorer le fonctionnement de la Convention. Suite à la première partie de la Commission spéciale (juin 2011), et sur la base de l'ensemble du processus de consultation, y compris les réponses au Questionnaire envoyé aux Membres et États parties en décembre 2010, il est apparu impossible de parvenir à un consensus afin d'obtenir un mandat du Conseil en vue de travailler sur un protocole aujourd'hui (voir Doc. pré-l. No 13, « Guide de la deuxième partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale et examen de l'opportunité et de la faisabilité de poursuivre des travaux dans le cadre des Conventions de La Haye de 1980 et de 1996 (annexe) » à l'intention de la Commission spéciale de janvier 2012). Cependant, la deuxième partie de la Commission spéciale a spécifiquement recommandé au Conseil d'examiner la constitution d'un Groupe d'experts et d'un Groupe de travail, tel que mentionné *supra* au paragraphe 5, **thème 2**.

Thème 6 – Suivi du projet sur les Jugements

9. Lors de sa réunion d'avril 2011, le Conseil a conclu qu'un Groupe d'experts restreint devait être mis en place pour examiner l'histoire du projet sur les jugements et les récents développements, en vue d'analyser les avantages d'une éventuelle reprise du projet. Suite à la poursuite de travaux préliminaires, également en relation avec la promotion plus poussée et la préparation concernant la mise en œuvre par plusieurs Membres de la Convention de 2005 sur les accords d'élection de for, un groupe d'experts a été convoqué ; il se réunira juste avant le Conseil de 2012, afin d'informer celui-ci de la possibilité de poursuivre le projet.

Thème 7 – Application de certaines techniques de droit international privé à certains aspects des migrations internationales

10. Lors de sa réunion de 2011, le Conseil a accepté que le Bureau Permanent poursuive l'étude concernant l'intérêt potentiel de l'application de certaines techniques développées par la Conférence de La Haye pour la coopération administrative transfrontière directe, en particulier, à certains aspects des migrations temporaires ou circulaires. Ce thème a été abordé, à la demande expresse des autorités des Philippines, lors de la Quatrième conférence Asie-Pacifique de la Conférence de La Haye, qui s'est tenue à Manille du 26 au 28 octobre 2011 – à l'occasion de laquelle il a suscité un grand intérêt auprès des experts dans la région². Il devrait être rappelé que ce sujet a toujours été présenté comme un sujet soit pour la Conférence soit pour un autre organisme approprié.

Thème 8 – Questions de droit international privé concernant le statut des enfants, notamment celles résultant des accords de maternité de substitution à caractère international

11. Lors de sa réunion de 2011, le Conseil a accueilli favorablement le Document préliminaire No 11 de mars 2011 « Questions de droit international privé concernant le statut des enfants, notamment celles résultant des accords de maternité de substitution à caractère international », établi par le Bureau Permanent, et a invité ce dernier à intensifier ses travaux dans le domaine, en soulignant le large éventail de questions résultant des accords de maternité de substitution à caractère international. Le Bureau Permanent a notamment été invité à continuer de recueillir des informations sur les besoins pratiques dans ce domaine, les développements comparatifs relatifs au droit interne et au droit international privé, ainsi que les perspectives de parvenir à un consensus sur une approche mondiale. Il a également été invité à consulter les professionnels du droit, les professionnels de la santé et d'autres professionnels concernés au sujet de la nature et des répercussions des problèmes soulevés dans ce domaine. Comme cela a été demandé, le Bureau Permanent présentera au Conseil un rapport préliminaire sur les progrès réalisés, lors de sa réunion de 2012 (voir Doc. pré. No 10 à l'intention du Conseil sur les affaires générales et la politique d'avril 2012).

Thème 9 – Reconnaissance de mesures d'éloignement ordonnées à l'étranger

12. Lors de sa réunion de 2011, le Conseil a proposé d'ajouter ce thème à l'ordre du jour, ayant à l'esprit, par exemple, les mesures d'éloignement ordonnées à l'étranger dans le cadre d'affaires de violence conjugale. Le Bureau Permanent présentera un document succinct sur ce sujet afin d'assister le Conseil dans sa décision de savoir si des travaux futurs sur ce sujet sont justifiés (voir Doc. pré. No 7 à l'intention du Conseil sur les affaires générales et la politique de la Conférence d'avril 2012).

B. Autres thèmes

13. Les « autres thèmes », énumérés dans les Conclusions de la réunion du Conseil d'avril 2011, pour lesquels le Bureau Permanent a été invité à suivre les développements sont les suivants :

- a) les questions de droit international privé soulevées par la société de l'information, notamment le commerce électronique, e-justice et la protection des données ;
- b) la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de succession ;

² Voir les Conclusions de la Quatrième conférence Asie-Pacifique relatives aux migrations temporaires et circulaires, disponibles sur le site Internet de la Conférence, à l'adresse < www.hcch.net >, sous les rubriques « Actualités » puis « 2011 » (en anglais uniquement).

- c) la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des jugements relatifs aux couples non mariés ;
- d) l'évaluation et l'analyse des questions juridiques transfrontières soulevées par les titres détenus auprès d'un intermédiaire, le droit des sûretés et la compensation des instruments financiers, en tenant notamment compte des travaux menés par d'autres organisations internationales.

Le Bureau Permanent présentera un compte rendu oral sur les développements observés en rapport avec ces thèmes. En ce qui concerne les travaux sur la compensation mentionnés au point d) ci-dessus, il est probable que le Secrétariat d'UNIDROIT sollicite le concours du Bureau Permanent pour l'élaboration de règles de conflit de lois dans ce domaine. Ce travail pourrait requérir un investissement significatif de la part du Bureau Permanent.

C. Services post-conventionnels

1. Entraide judiciaire et contentieux

14. Lors de sa réunion de 2011, le Conseil a accueilli favorablement les développements en ce qui concerne le programme pilote d'Apostilles électroniques (e-APP) et a convenu que les travaux doivent être entamés en vue de préparer la prochaine Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention Apostille. Cette Commission spéciale se tiendra du 6 au 9 novembre 2012. Un questionnaire en vue de préparer cette réunion a été envoyé en janvier 2012.

15. La Commission spéciale de 2009 sur le fonctionnement pratique des Conventions Apostille, Notification de 1965, Preuves de 1970 et Accès à la justice de 1980 a adopté 99 Conclusions et Recommandations, dont beaucoup requièrent un travail de suivi de la part du Bureau Permanent (voir Doc. pré. No 11, «Liste des tâches et état de la mise en œuvre des Conclusions et Recommandations de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique des Conventions de La Haye Apostille, Notification, Preuves et Accès à la justice (2-12 février 2009) – mise à jour No 2 »).

16. En ce qui concerne la préparation d'un Manuel sur le fonctionnement pratique de la Convention Apostille, il est prévu d'organiser une réunion d'experts au Bureau Permanent en mai 2012 afin d'examiner un premier projet préparé par le Bureau Permanent. La version amendée du Manuel sera ensuite présentée à la Commission spéciale pour son approbation.

17. En outre, lors de sa réunion de 2012, le Conseil sera également invité à se prononcer sur la question de savoir s'il accepte que des travaux soient entrepris en vue de préparer la prochaine Commission spéciale concernant les Conventions Notification et Preuves. Cette Commission spéciale est prévue à titre provisoire pour la fin 2013 / début 2014. Elle sera préparée, en principe, par les mêmes trois juristes qui sont déjà, entre autres, en charge de la préparation de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention Apostille.

2. Protection internationale des enfants, des adultes vulnérables, relations internationales familiales et patrimoniales y compris les successions

18. En 2011, le Conseil a recommandé que suite à la finalisation du Guide de bonnes pratiques No 2 concernant la Convention Adoption internationale de 1993, *l'agrément et les organismes agréés en matière d'adoption : principes généraux et Guide de bonnes pratiques*, un Groupe de travail informel soit mis en place afin d'aider le Bureau Permanent à examiner la question des coûts en matière d'adoption internationale. La publication du Guide No 2 est prévue pour avril 2012. Les préparatifs de la réunion du

groupe informel d'experts sur la question des coûts sont en cours, laquelle est prévue pour juin 2012.

19. La Commission spéciale de 2010 sur le fonctionnement pratique de la Convention Adoption internationale de 1993 a adopté 42 Conclusions et Recommandations, dont nombre d'entre elles nécessitent un travail de suivi de la part du Bureau Permanent.

20. La Commission spéciale de 2011 / 2012 sur le fonctionnement pratique de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 et la Convention Protection des enfants de 1996 a adopté 92 Conclusions et Recommandations, dont nombre d'entre elles nécessitent un travail de suivi de la part du Bureau Permanent. Voir aussi le **thème 2** ci-dessus (voir Doc. pré. No 12 à l'intention du Conseil sur les affaires générales et la politique d'avril 2012).

3. Programmes régionaux - formation, initiale et continue, et assistance technique

21. Concernant les programmes régionaux, voir le Rapport annuel de 2011 et le Document d'information No 7, « *Latin American Report - Status of the Hague Conference Latin American Office* » (seulement disponible en anglais et en espagnol).

22. Lors de sa réunion de 2011, le Conseil a accueilli favorablement les progrès réalisés par le Bureau Permanent en matière de formation, initiale et continue, et d'assistance technique portant sur les Conventions de La Haye. Comme cela a été mentionné précédemment, le Conseil sera saisi des Conclusions et Recommandations et du Rapport du Groupe de travail à composition non limitée sur l'assistance technique.

Conclusions

23. Comme cela a été suggéré précédemment dans la partie introductive, au paragraphe 2 (**a**) **Travaux concernant les Conventions**, il est à espérer que, lors de sa réunion d'avril 2012, le Conseil sera en mesure de prendre une décision, ou du moins d'en préparer une, visant à rétablir le cycle quadriennal normal de travail pour l'élaboration d'une ou deux nouvelles Conventions. Plusieurs thèmes parmi les neuf énumérés ci-dessus au **A. Travaux en cours et nouveaux thèmes éventuels** peuvent se prêter à un tel travail. Le Conseil souhaitera peut-être identifier deux thèmes en vue d'une Convention future, éventuellement un dans le domaine de la coopération judiciaire, du contentieux, du commerce ou de la finance, et un autre dans le domaine du droit de la famille. Si deux thèmes venaient à être choisis, le Conseil pourrait proposer un calendrier provisoire s'étendant au-delà de la période 2012-2016 en ce qui concerne le programme législatif, parce que bien qu'il soit possible d'entamer les travaux préparatoires de deux Conventions, l'expérience démontre qu'il est difficile d'achever plus d'une Convention dans le cadre d'un cycle quadriennal.

24. En tout état de cause, le Conseil est invité à prendre les décisions concernant les prochaines étapes du travail sur le choix de la loi applicable en matière de contrats internationaux (voir **thème 1**) et concernant le Groupe d'experts relatif à la reconnaissance et l'exécution à l'étranger d'accords conclus dans le cadre de différends internationaux impliquant des enfants et le Groupe de travail chargé d'élaborer un guide de bonnes pratiques sur l'interprétation et l'application de l'article 13(1) b) de la Convention de 1980 (voir **thème 2**).

25. Le travail post-conventionnel, en plus du Groupe de travail informel prévu sur les coûts en matière d'adoption internationale (*supra*, para. 18) et la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention Apostille (*supra*, para. 14), devra continuer à être planifié avec soin. Ce travail, consistant à l'administration des traités, au suivi, à l'examen et l'adaptation, à la promotion et au développement, et à l'assistance à des pays ou groupes de pays ciblés en ce qui concerne la mise en œuvre et le fonctionnement des Conventions (assistance technique), dépend pour plusieurs de ses composantes de financements supplémentaires au titre du Budget supplémentaire.